

Convention collective nationale

RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES

(Accord du 14 mars 1947)

(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-250 DU 30 SEPTEMBRE 2008

RELATIF À LA MODIFICATION DES ARTICLES

NOR : ASET0851164M

Entre :

La CGPME ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

L'union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC ;

L'union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;

L'union des cadres et ingénieurs CGT-FO ;

L'union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 15 de la convention collective nationale du 14 mars 1947, l'article 8 *bis* de l'annexe I à ladite convention et les articles 1^{er} et 7 de l'annexe IV à ladite convention sont modifiés comme ci-après :

L'article 15 de la convention est modifié comme suit : Au 1^{er} alinéa du titre 1^{er}, relatif à la commission paritaire, « l'article L. 132-15 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 2261-4 du code du travail ».

Dans le II, relatif à la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes, le 3^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« donner quitus au conseil d'administration de l'AGIRC sur l'accomplissement de sa mission ».

L'article 8 *bis* de l'annexe I à la convention est modifié comme suit :

Au 1^{er} alinéa du paragraphe 5, relatif aux bénéficiaires des allocations de solidarité spécifique, « l'article L. 351-10 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 5423-1 du code du travail ».

Le paragraphe 7, relatif aux bénéficiaires de congés de conversion, est désormais libellé comme suit :

Les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas sont remplacés par le texte suivant :

« Sont concernés par le présent chapitre les bénéficiaires des congés de conversion institués par l'article R. 5111-2-4^o du code du travail, dans les cas où l'Etat rembourse à l'entreprise tout ou partie des cotisations de retraite complémentaire.

Ceux de ces salariés qui, lorsqu'ils accèdent à ce congé, relèvent du régime des cadres obtiennent des points de retraite, calculés sur la base du salaire qui aurait été versé si l'activité avait été poursuivie dans des conditions normales, sous réserve du versement effectif des cotisations à l'institution.

Le paiement des cotisations est assuré par l'employeur.

Si l'Etat ne rembourse pas à l'entreprise l'intégralité des cotisations, il peut être convenu, par accord conclu au sein de l'entreprise, de verser un supplément de cotisations en vue de l'obtention de points de retraite à hauteur de ceux qui auraient été inscrits en l'absence de congé de conversion. »

Les 6^e, 7^e, 8^e et 9^e alinéas, qui deviennent les 5^e, 6^e, 7^e et 8^e alinéas, sont inchangés.

Le dernier alinéa est désormais libellé comme suit :

« L'absence de paiement des cotisations au 31 mars de la deuxième année civile qui suit celle à laquelle ces cotisations se rapportent entraîne de manière définitive la cessation de toute acceptation de nouvelles cotisations, dans le cadre de ladite convention de congé de conversion, correspondant à la partie non prise en charge par l'Etat. »

Au 1^{er} alinéa du paragraphe 9, relatif aux bénéficiaires de l'allocation équivalent retraite, « l'article L. 351-10-1 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 5423-18 du code du travail ».

L'article 1^{er} de l'annexe IV à la convention est modifié comme suit :

Dans le renvoi (1) du paragraphe 1^{er}, les termes « des articles L. 751-1 et suivants du code du travail » sont remplacés par « de l'article L. 7311-3 du code du travail ».

L'article 7 de l'annexe IV à la convention, intitulé « Indemnité de clientèle », est modifié comme suit :

Au 1^{er} alinéa du paragraphe 1^{er}, « l'article L. 751-9 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 7313-13 du code du travail ».

Fait à Paris, le 30 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)